



COMMUNIQUE DE L'UNION DEPARTEMENTALE FO

de HAUTE-LOIRE

Résolution du bureau de l'Union Départementale FO de Haute-Loire

Trump et Netanyahu ont engagé une guerre contre l'Iran. L'Union Départementale FO de Haute-Loire, fidèle à sa tradition internationaliste et ses principes de paix, condamne cette nouvelle agression insupportable et exige le cessez-le-feu immédiat. Comme nous l'avions affirmé lors de l'agression du Vénézuéla par Trump et l'enlèvement illégale de Maduro et de son épouse, nous serons toujours du côté des travailleurs et nous défendrons toujours le droit au respect de la libre détermination des peuples. Aussi, l'assassinat du dictateur Khamenei ne peut justifier les milliers de morts Iraniens et la destruction des écoles et des hôpitaux.

L'Union Départementale FO dénonce l'attitude des gouvernements européens, de Macron et de ses soutiens qui, pendant des mois et des semaines, on feint de se soucier du sort du peuple Iranien et maintenant cautionnent les massacres et les bombardements. On ne libère pas un peuple en le massacrant et en détruisant son pays.

Il ne faut pas s'y tromper, ce monde est celui né du génocide à Gaza. Tous les conflits et toutes les guerres ne visent ni la liberté des travailleurs, ni la protection des peuples. Elles sont uniquement motivées par la défense des intérêts de quelques milliardaires, des actionnaires et des marchands d'armes.

Parallèlement à cette violence contre les travailleurs du monde entier, en France, les attaques, les menaces et les intimidations contre tous ceux qui osent s'opposer aux politiques de guerres et d'austérités de Macron s'amplifient.

Les événements tragiques de Lyon ont provoqué un déchainement de violences de la part de groupes fascistes contre des organisations syndicales, politiques et associatives. A Clermont, ce sont les locaux de l'Union Etudiante Auvergne qui ont été vandalisés. A Lyon, ce sont les locaux d'une Union Locale CGT qui ont été, eux-aussi, visés. Partout, ce sont des dizaines de permanences politiques qui ont été prises pour cibles et des élus ont reçu des menaces de mort.

Nous rappelons que Force Ouvrière est née en 1943 de « Résistance Ouvrière », organisation syndicale clandestine, qui avait milité et combattu avec des militants politiques d'horizons divers contre la Charte du Travail, contre le régime de Vichy de Pétain et contre l'occupation nazie. Nous sommes donc viscéralement attachés aux principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité. C'est pourquoi, fidèle à notre histoire, nous n'acceptons pas la cabale, relayée par des médias aux ordres, contre la France Insoumise et qui visent, en fait, à rendre respectables les forces d'extrême droite les plus hostiles au mouvement syndical.

Toutes ces offensives servent en réalité à tenter de museler les revendications et à intimider toutes les formes de son expression (manifestations, rassemblements, meetings, ...). Ces opérations soutenues par les plus hauts sommets de l'Etat, constituent un danger pour tout le mouvement ouvrier et pour la démocratie. Ceci est très inquiétant, en particulier dans une situation où Macron et le gouvernement Lecornu imposent, par tous les moyens anti-démocratiques que leur confère la constitution de la Vème république, des mesures toujours plus brutales contre les travailleurs, la jeunesse, les retraités. Les privés d'emploi sont aussi dans le viseur. Le bureau de l'Union Départementale FO de Haute-Loire dénonce l'ordre autoritaire du gouvernement, soutenu par le MEDEF, de réaliser, dans sa lettre de cadrage, 300 millions d'économies sur les indemnisations des demandeurs d'emploi en rupture conventionnelle.

L'Union Départementale FO de Haute-Loire ne laissera pas faire ! Et c'est pourquoi nous nous félicitons de l'afflux d'adhérents dans les assemblées générales de reprise de carte de ses syndicats de base. L'Union Départementale soutient toutes les mobilisations décidées par les salariés avec leurs organisations syndicales pour leurs revendications, pour les salaires, contre les réorganisations de services, contre les suppressions de poste, contre les licenciements, contre les fermetures de classes dans les écoles, les collèges et les lycées ...

A Le Puy, le lundi 2 mars 2026